

## Projet de politique sur la violence sexiste

Novembre 2014

Chaque nuit, plus de 3 000 Canadiennes (et leurs 2 500 enfants) dorment dans un refuge pour échapper à la violence conjugale. On doit refuser 400 autres personnes par manque de place<sup>1</sup>. Au Canada, la moitié des filles et des femmes sont victimes de violence physique ou sexuelle à un moment ou l'autre de leur vie. Oui, la moitié<sup>2</sup>. Le nombre de filles et de femmes autochtones disparues ou assassinées continue tellement d'augmenter que le mot « épidémie » n'est pas trop fort. Onze pour cent des Canadiennes déclarent avoir été harcelées au point de craindre pour leur sécurité ou celle de leurs proches, comme leurs enfants (ce pourcentage correspond à 1,4 million de femmes). Chaque année, la violence conjugale donne lieu à plus de 40 000 arrestations<sup>3</sup>. On entend souvent parler du viol collectif de jeunes femmes et de travailleuses du sexe. Soixante-six pour cent de toutes les femmes victimes d'agression sexuelle ont moins de vingt-quatre ans, et onze pour cent ont moins de sept ans<sup>4</sup>. Soixante pour cent des femmes ayant un handicap subissent une forme ou l'autre de violence au cours de leur vie<sup>5</sup>. Les femmes âgées de 15 à 24 ans qui sont tuées représentent presque le triple de toutes les autres femmes victimes d'homicide conjugal.

En 1989, le massacre de Montréal a porté la question de la violence sexiste à l'attention de notre conscience collective, mais, depuis, il y a tellement eu de cas de femmes et de filles violées, battues, cyberintimidées, traquées ou victimes de violence, que notre indignation risque de s'éteindre. On ne peut en douter : la violence fondée sur le sexe est encore une nouvelle d'actualité.

Ses victimes sont nos filles, sœurs, collègues, mères, tantes, grand-mères, amies, voisines, membres syndicalistes. La violence faite aux femmes transcende toutes les frontières de classes, de races, de religions. Toutefois, bien que la violence sexiste fasse ressentir ses effets sur toutes les femmes, ce sont celles qui vivent dans la pauvreté, les femmes multiethniques, les femmes autochtones, les travailleuses du sexe, les aînées, les immigrantes, les femmes ayant une incapacité, les lesbiennes, les bisexuelles et les femmes transgenres qui risquent le plus d'être exposées à la violence dans notre société, car elles ont accès à moins de ressources et ce sont elles qui manquent le plus du soutien social et financier qui leur permettrait d'échapper à la violence.

Disons-le clairement : la majorité des hommes ne battent pas, ne maltraitent pas ou ne traquent pas les femmes. En fait, la vaste majorité des hommes sont dégoûtés par la violence faite aux femmes. Cela dit, dans nos lieux de travail ou sur les réseaux sociaux, on entend trop souvent insinuer ou affirmer ouvertement que les hommes possèdent un droit d'accès au corps des femmes ou que les femmes

<sup>1</sup> La violence familiale au Canada : un profil statistique, Statistique Canada, 2009

<sup>2</sup> Violence Enquête sur la violence faite aux femmes, Statistique Canada, 1993 (Il est impossible d'obtenir des données récentes. Les groupes de femmes qui font de la recherche ou militent pour l'égalité des femmes risquent de se voir retirer leurs subventions du gouvernement et le Bureau de la condition féminine a été fermé).

<sup>3</sup> Puisque seulement 22 % de tous les incidents de violence familiale sont déclarés à la police, les chiffres sont bien plus élevés en réalité (La violence familiale au Canada : un profil statistique, Statistique Canada, 2009)

<sup>4</sup> Rapport statistique annuel de 2009, Services de police de Toronto.

<sup>5</sup> Réseau d'action des femmes handicapées du Canada.

méritent ou désirent en quelque sorte être violées, battues, traquées, harcelées, rabaissées à l'état d'objet. Par ailleurs, la publicité et les médias grand public continuent de vendre aux garçons et aux hommes l'idée que les « vrais hommes » règlent leurs problèmes par la violence. Tout cela contribue à une culture qui associe la virilité à la violence et rend la violence faite aux femmes plus courante et plus acceptable.

Au sein de notre syndicat, beaucoup d'hommes progressistes reconnaissent que la violence faite aux femmes est un problème masculin. Ce sont les hommes qui finiront par briser le cycle de la violence faite aux femmes, en protestant contre les comportements sexistes dont ils sont témoins; en enseignant à leurs fils moins de galanterie et de machisme, mais en insistant sur la valeur égale des femmes et l'importance d'établir des relations; en rappelant aux autres hommes de ne pas faire partie de ceux qui traquent, maltraitent, dégradent ou violent les femmes; en changeant activement la culture de nos milieux de travail; en appuyant les dirigeantes de notre syndicat qui réclament des changements.

La sensibilisation du système de justice pénale et des services de police sur les questions touchant la violence faite aux femmes a apporté des améliorations, mais il reste encore beaucoup à faire. Un grand nombre d'hommes reconnus coupables de ces actes reçoivent des sentences si légères que c'est une honte nationale et un affront aux femmes et à leurs proches. Le système de justice pénale doit plus que cela aux femmes. Cependant, une approche stricte de « loi et d'ordre » n'attaque pas les fondements du problème et ne fait rien pour améliorer la situation des femmes dans notre société : il ne permet pas aux femmes de faire des choix et ne rend pas la communauté responsable de la violence envers les femmes.

Il y a trente ans que les femmes ont rompu le silence entourant la « violence à l'endroit de l'épouse » et la violence sexuelle. Grâce aux efforts d'organisation des féministes, des groupes de femmes et des syndicats d'un bout à l'autre du pays, nous avons obtenu des fonds pour mettre sur pied des refuges et des centres d'aide aux victimes d'agression sexuelle.

Malheureusement, les aides financières offertes n'ont jamais été suffisantes, particulièrement pour les femmes vivant dans le Nord et le Grand Nord ou dans les petites localités rurales. À vrai dire, depuis que nous avons démontré les besoins de financement, les gouvernements ont réduit les fonds offerts, entravant dans les faits nos efforts visant à empêcher les actes de violence. Le gouvernement fédéral a de plus réduit au silence les groupes de femmes en leur refusant le statut d'organisme de bienfaisance et en coupant les fonds à toute organisation qui milite en faveur de changements sociaux et législatifs. Des femmes meurent aux mains des hommes, mais elles meurent également aux mains des gouvernements qui ont systématiquement accordé des fonds insuffisants aux refuges pour femmes, aux maisons de seconde étape et aux refuges d'urgence pour femmes; pratiquement éliminé les logements abordables; réduit radicalement l'aide sociale et l'assurance-emploi; continuellement diminué les services offerts aux nouveaux arrivants au Canada; refusé l'autonomie gouvernementale aux Autochtones et réduit les fonds accordés aux Premières Nations pour les services et le logement; continué de criminaliser les travailleuses du sexe; éliminé le registre des armes d'épaule et continuellement refusé de prendre des mesures énergiques contre la vente et le commerce illicites d'armes à feu<sup>6</sup>.

---

<sup>6</sup> En 2012, le gouvernement conservateur a supprimé le registre national des armes d'épaule, détruit les registres portant sur les 5,6 millions de fusils et de carabines enregistrés à l'extérieur du Québec, mis fin aux exigences relatives à la délivrance de permis et interdit aux marchands d'armes à feu de tenir des registres. Le gouvernement a persisté dans sa conduite malgré les demandes venant des experts en sécurité et santé publiques, qui étaient d'avis que les mesures de contrôle des armes à feu du Canada étaient utiles et efficaces, en plus d'avoir une incidence concrète dans la réduction des décès et des blessures causés par une arme à feu.

En tant que syndicat, nous devons intensifier nos efforts visant à défaire les gouvernements qui veulent annuler les progrès réalisés, et continuer de prendre position haut et fort contre la violence fondée sur le sexe.

Unifor appuie la revendication d'un plan d'action national pour mettre fin à la violence faite aux femmes (y compris une enquête sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées). Mais nous attendons encore la réponse des gouvernements. Notre syndicat et l'ensemble du mouvement syndical sont passés à l'action. Nous continuons de négocier des intervenantes auprès des femmes afin que les femmes de nos lieux de travail sachent comment avoir accès aux ressources communautaires. Nous continuons d'ajouter à nos conventions collectives des clauses sur la violence et de faire pression pour obtenir des changements législatifs. Nous collaborons avec nos partenaires communautaires et l'ensemble du mouvement syndical sur des projets et des initiatives visant à présenter une argumentation aussi solide que possible selon laquelle la violence faite aux femmes constitue une urgence nationale enracinée dans des causes sociales, économiques et politiques.

Les efforts que nous déployons pour contrer la violence faite aux femmes sont motivés par un programme de justice sociale qui tient compte de la pauvreté, du racisme et de la discrimination. Les femmes ont besoin de moyens économiques pour faire des choix. Nos priorités doivent englober la syndicalisation des lieux de travail et des secteurs où prédominent les femmes, relancer la campagne en faveur de la hausse du salaire minimum, demander des prestations d'aide sociale suffisantes pour sortir les femmes et les enfants de la pauvreté, redoubler l'intensité de notre campagne pour des services de garde abordables et accessibles, et nous engager à nouveau à lutter pour le renforcement des lois canadiennes sur le contrôle des armes à feu.

La campagne pour mettre un terme à la violence faite aux femmes se poursuit. Elle peut devenir exigeante, frustrante et démoralisante. Les victimes de cette guerre silencieuse sont de plus en plus nombreuses, et le gouvernement fait maintenant partie du problème. Cherchant constamment à éradiquer la violence faite aux femmes, Unifor continuera d'utiliser son poids politique pour exhorter tous les ordres de gouvernement. Finalement, demeurerons unis dans notre détermination à déployer tous les efforts possibles pour que toutes les femmes soient en sécurité dans nos lieux de travail, nos collectivités et notre pays.